**ARRETE DE MISE EN CONGE DE MALADIE ORDINAIRE D’UN AGENT CNRACL POUR CAUSE DE CORONAVIRUS « COVID 19 »**

Le Maire (ou le Président) de …………. ;

Vu la loi n°83-634 du 13 Juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment le 2° de l'article 57 ;

Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire et notamment son article 11 ;

*(le cas échéant)* Vu le décret n°91-298 du 20 Mars 1991, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

*(le cas échéant)* Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale et notamment l’article 7 ;

Vu le certificat médical en date du …. délivré par le Docteur ….., prescrivant à M……… agent à temps …………….., un arrêt de travail de jours du ….. au ……… inclus, pour cause de coronavirus « covid 19 » avéré ;

Considérant que durant la période de 12 mois consécutifs précédent le présent congé de maladie, l’intéressé a bénéficié :

- du ………… au ……………….. : jours à ou

- du ………… au ……………….. : jours à ou

- du ………… au ……………….. : jours à ou

**A R R E T E**

**Article 1 :** M**……….** agent à temps………. est placé en congé de maladie ordinaire pour cause de coronavirus « covid 19 » à compter du ………………….…………………….. inclus soit pour une durée de ……...

**Article 2 :** Durant cette période a droit :

- à l’intégralité du traitement du ……………. au …………….. et eventuellement l’intégralité du supplément familial.

- au demi-traitement du ……………. au …………….. et eventuellement l’intégralité du supplément familial.

**Article 3 :** Le jour de carence engendrant une retenue de 1/30ème sur la rémunération ne s’applique pas.

**Article 4 :** Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au Comptable de la collectivité.

Fait à ............................................. le ....................................

Le Maire (ou le Président)

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, éventuellement au moyen d’une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :

**Les modèles sont présentés à titre indicatif. Ils ne sauraient être repris en l’état sans être adaptés.**